

Yaoundé, Cameroun
22 mars 2023

Communiqué de presse

Les Camerounais pensent que les médias devraient enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement

Selon les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer au Cameroun, la majorité des citoyens estiment que les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

La moitié des répondants trouvent que les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement, cependant une forte majorité d'entre eux disent qu'au Cameroun les médias ne sont « pas très libres » ou « pas du tout libres » de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement. La censure des reportages médiatiques pendant une crise sanitaire quant à elle divise les Camerounais.

La majorité des Camerounais accèdent régulièrement à l'information via la télévision, les médias sociaux, l'Internet et la radio, et estiment que les citoyens ordinaires et les médias devraient avoir accès aux informations sur les budgets et dépenses des communes, sur tous les offres et contrats des projets ou achats financés par l'Etat et sur les salaires des enseignants et des fonctionnaires locaux.

Résultats clés

- La majorité des Camerounais accèdent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours » à l'information via la télévision (74%), les médias sociaux (67%), l'Internet (64%) et la radio (54%) (Figure 1).
- La moitié (50%) des Camerounais estiment que les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement, contre 47% qui pensent que le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve (Figure 2).
- Cependant, six Camerounais sur 10 (60%) affirment que dans leur pays les médias ne sont « pas très libres » ou « pas du tout libres » de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement (Figure 3).
- L'opinion camerounaise reste indécise (48% pour vs. 46% contre) sur la censure des médias pendant une crise sanitaire (Figure 4).
- Près des deux tiers (63%) des Camerounais trouvent que les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement (Figure 5).
- La majorité des Camerounais pensent que les citoyens ordinaires et les médias devraient avoir accès aux informations sur les budgets et dépenses du conseil communal (74%), sur tous les offres et contrats avec des entreprises qui ont concouru pour des projets ou des achats financés par l'Etat (69%) et sur les salaires des enseignants et des fonctionnaires locaux (62%) (Figure 6).

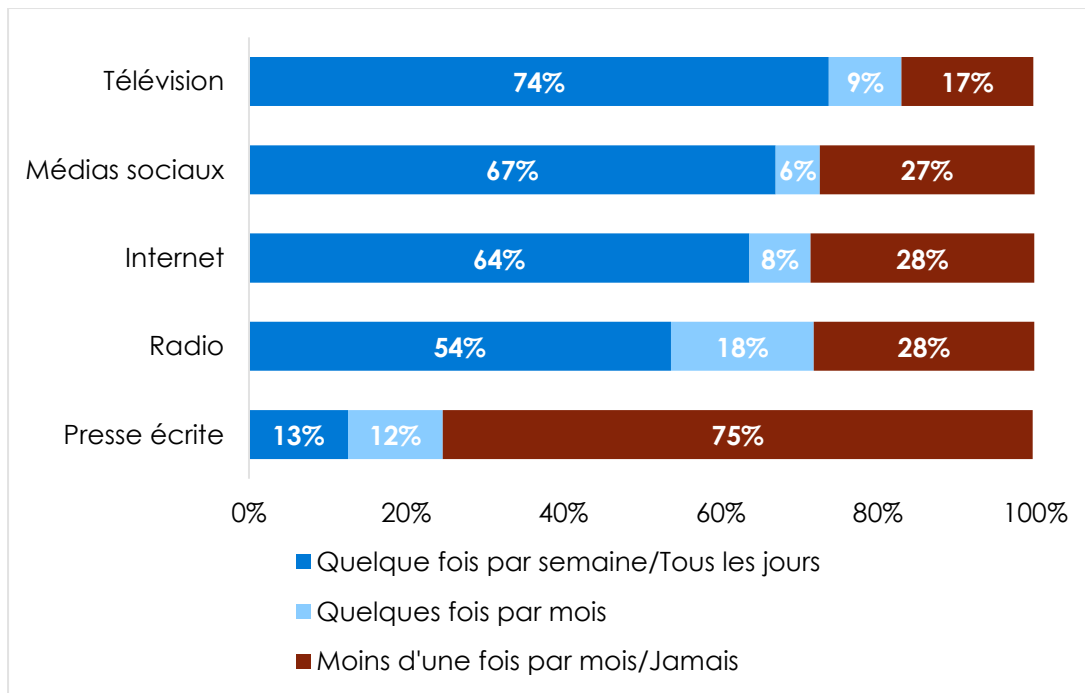
Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, conduite par le Groupe Cible Etudes & Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais en avril et mai 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Cameroun en 2013, 2015, 2018 et 2021.

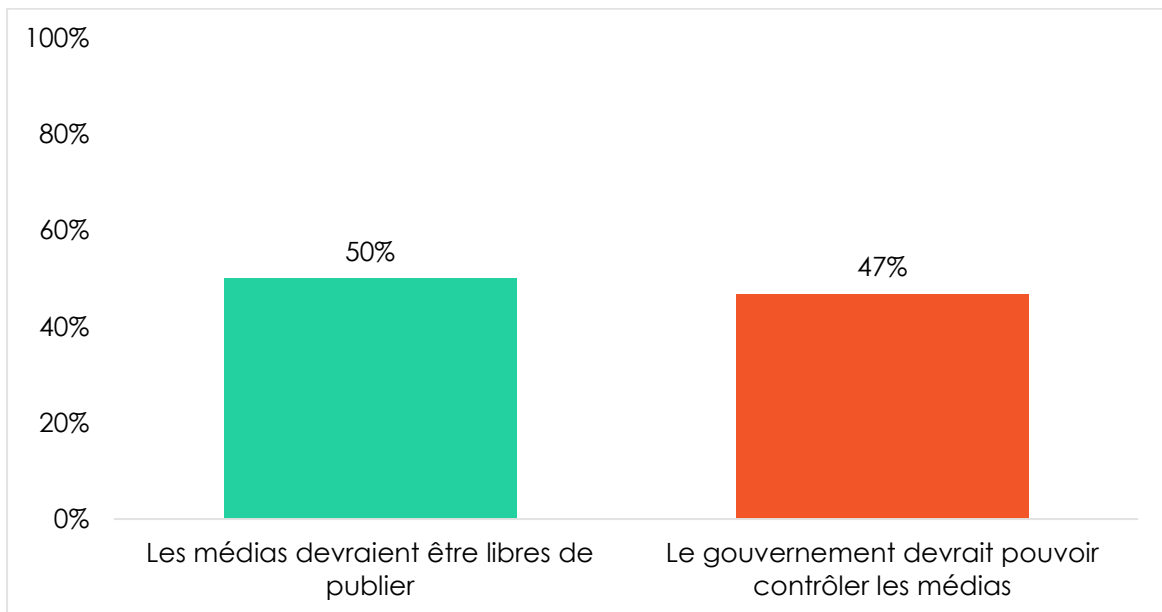
Figures

Figure 1 : Fréquence d'accès à l'information | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ?

Figure 2 : Liberté vs. contrôle des médias | Cameroun | 2022



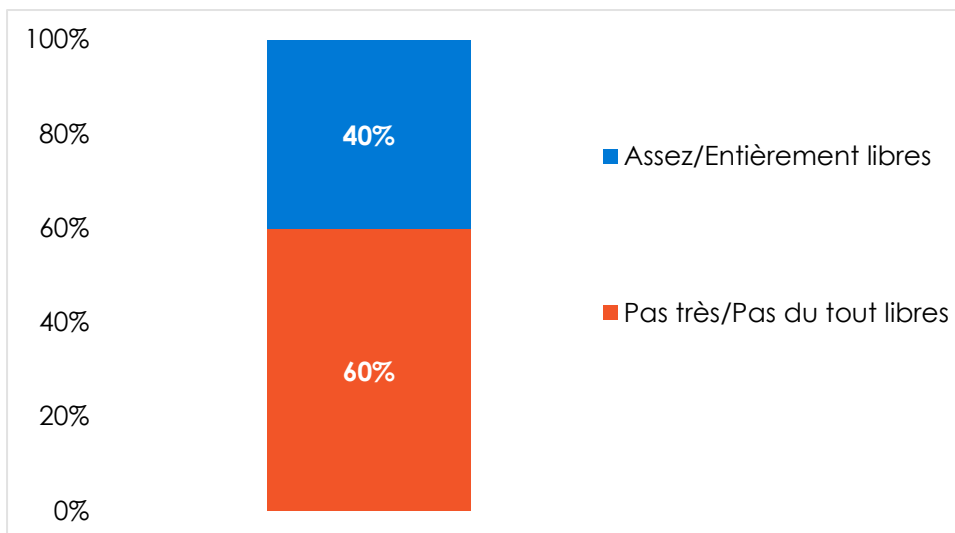
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.

Affirmation 2 : Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.

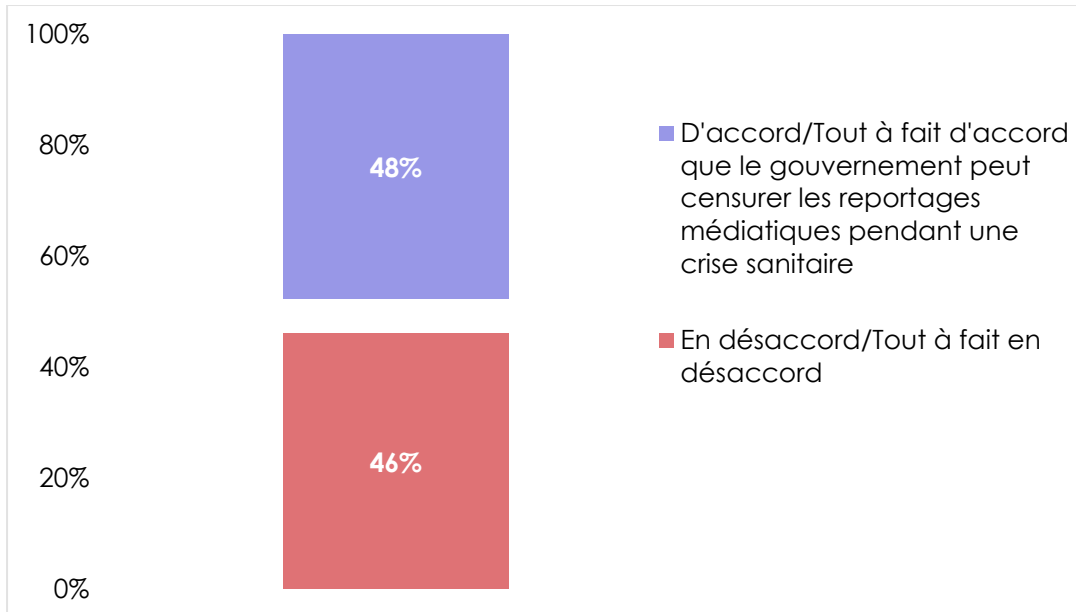
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 3 : Liberté de la presse | Cameroun | 2022



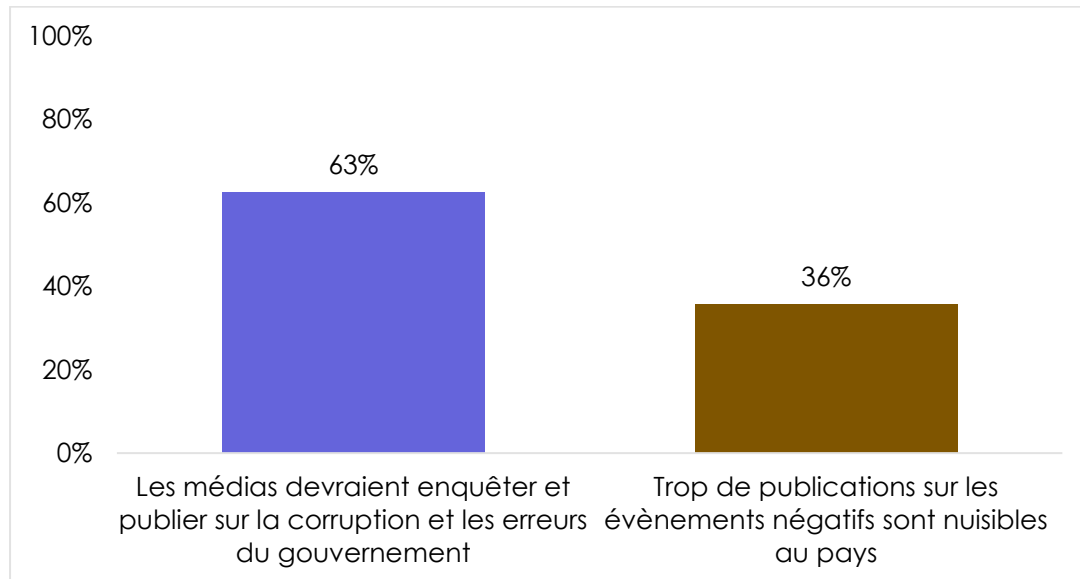
Question posée aux répondants : A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?

Figure 4 : Médias et crise sanitaire | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Censurer les reportages médiatiques ?

Figure 5 : Reportages sur la corruption et les erreurs du gouvernement | Cameroun | 2022



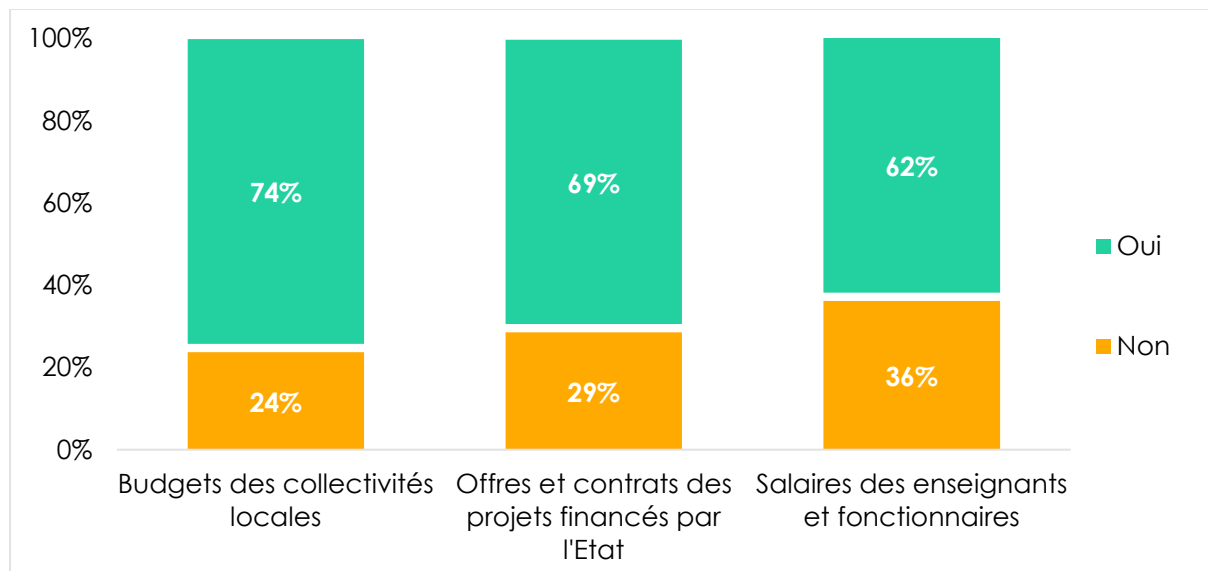
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2 : Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 6 : Types d'informations à rendre public | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : J'aimerais vous demander quels types d'informations devraient être partagés avec le public et lesquels ne devraient pas. Pour chacun des éléments suivants, veuillez me dire si les citoyens ordinaires et les médias d'information devraient avoir le droit d'obtenir ces informations du gouvernement, ou si le gouvernement devrait être autorisé à garder les informations hors de portée du public.

Budgets et dépenses du conseil communal ?

Tous les offres et contrats avec des entreprises qui ont concouru pour des projets ou des achats financés par le gouvernement ?

Des informations sur les salaires des enseignants et des fonctionnaires locaux ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ileng Eric Serge

Téléphone : +237 699881623

Email : ilengeric@groupe-cible.com

Veillez consulter : www.groupe-cible.com et www.afrobarometer.org

Suivez nos résultats à #VoicesAfrica.

